

**Le conseil du territoire
PARIS TERRES D'ENVOI**

REPUBLIQUE FRANCAISE
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Siège
Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

Présents : 49
Excusés : 23
Absents : 8
Nombre de membres en exercice : 80

REUNION DU 16 DECEMBRE 2024

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, le **LUNDI SEIZE DECEMBRE à VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **DIX DECEMBRE DEUX MILLE VINGT-QUATRE**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS	Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAIHIM Marwa, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHERIGUENE, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FAOUZI Hanane, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEGHRAOUI Gemmila, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRI BERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie.
EXCUSES	M. ASENSI François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. FERREIRA Lino, M. GODARD Jacques, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGNEAU Muriel, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. MARAN Max, Mme MEKKI Chérifa, M. MILLARD Jean-Luc, M. MOULINNEUF Serge, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. SAULIERE Gilles, M. ZANGRILLI François,
AYANT DONNE POUVOIR A	Mme de CARVALHO Virginie, M. SIBY Oussouf, Mme BRAIHIM Marwa, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. RAMADIER Alain, M. BAILLON Jean-François, M. MANGIN Anthony, Mme BELMOUDEN Fatima, M. TURBIAN Julien, M. LAPORTE Pierre, Mme FILIPOVIC Biljana, M. CARRE Julien, M. DACHIVILLE Romain, Mme ELSODY Arhella, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. JIAR Youssef, M. BLANCHET Stéphane, Mme YERRO Georges-Marie, M. PRUNIER Gérard, Mme VALLETON Martine, M. CHAUSSAT Jacques, Mme FAOUZI Hanane, Mme MEGHRAOUI Gemmila,
ABSENTS	M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. HAN Bo, Mme KHATIM Karima, M. MEIGNEN Thierry, M. RANQUET Jean-Philippe, M. VAZ Micaël, Mme YOUSOUF Mélissa.
SECRETAIRE DE SEANCE	M. Olivier GUYON

DELIBERATION N°159 - RENOUELEMENT URBAIN - AULNAY SOUS-BOIS - OPERATION D'AMENAGEMENT SAVIGNY - APPROBATION DU TRAITE DE CONCESSION ET DESIGNATION DE L'AMENAGEUR

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de M. Frank CANNAROZZO,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5219-1, L.5219-2, L.5219-5, déterminant les compétences des établissements publics territoriaux et les conditions d'exercice des compétences précédemment transférées aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 31 décembre 2025,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 103-2, L.103-6, L. 300-1, L. 300-2 et R. 300-1,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.120.1, L.122.1 et suivants relatifs aux études d'impact des travaux, d'ouvrages et d'aménagement, et L. 123-19 et suivants, concernant les procédures du public par voie électronique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement,

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine et de définition des quartiers prioritaires de la politique de la ville,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république,

Vu le décret n° 2023-1312 du 28 décembre 2023 modifiant le décret n° 2014-767 du 3 juillet 2014 relatif à la liste nationale des quartiers prioritaires de la politique de la ville et à ses modalités particulières de détermination dans les départements métropolitains,

Vu l'arrêté du 13 novembre 2023 portant approbation du nouveau règlement général de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine relatif au nouveau programme national de renouvellement urbain en vue de la signature par l'ANRU des contrats de ville et des protocoles de préfiguration des projets,

Vu les compétences soumises à la définition d'un intérêt métropolitain mais non reconnues comme telle parmi lesquelles la création et la réalisation d'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L300-1 du code de l'urbanisme, les actions de restructuration urbaine d'intérêt métropolitain et la constitution de réserves foncière d'intérêt métropolitain,

Vu la compétence de plein droit des EPT en matière d'animation et de coordination des actions de développement urbain dans le cadre de la politique de la ville,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20241216-159-16-12-2024-DE
Date de télétransmission : 31/12/2024
Date de réception en mairie : 03/01/2025

Vu la compétence de l'EPT Paris Terres d'Envol en matière d'opération d'aménagement et de renouvellement urbain,

Vu les statuts constitutifs de la SPL Séquano Grand Paris signé le 16 décembre 2022,

Vu la présentation en comité d'engagement de l'ANRU du projet de renouvellement urbain d'intérêt national du Grand quartier Aulnay-sous-Bois / Sevran (secteur aulnaysien) en date du 22 novembre 2022,

Vu la délibération n°14 du conseil de territoire de l'établissement public territorial (EPT) Paris Terres d'Envol, en date du 1^{er} mars 2021 portant déclaration de projet relative au projet d'aménagement du secteur Mitry-Ambourget par suite des enquêtes publique,

Vu la délibération n°13 du conseil de territoire de l'établissement public territorial (EPT) Paris Terres d'Envol, en date du 13 février 2023 confiant un mandat d'études à la SPL Séquano Grand Paris,

Vu la délibération n°12 du conseil de territoire de l'établissement public territorial (EPT) Paris Terres d'Envol, en date du 24 février 2024 approuvant le principe de prendre l'initiative de création d'opération d'aménagement « Savigny » intégrant les secteurs Mitry-Ambourget et Gros-Saule,

Vu la délibération n°80 du conseil de territoire du 26 juin 2024 fixant l'arrêt du plan local d'urbanisme intercommunal,

Vu la concertation préalable engagée du 10 juin 2024 au 26 août 2024 conformément aux engagements de la délibération n°12 du conseil de territoire du 26 février 2024,

Vu la délibération 125 du conseil de territoire de l'établissement public territorial (EPT) Paris Terres d'Envol, en date du 7 octobre 2024 tirant le bilan de concertation et approuvant les enjeux et l'objectif de l'opération d'aménagement,

Vu l'avis de l'Autorité environnementale du 16 octobre 2024 et le mémoire en réponse transmis par Paris Terres d'Envol,

Vu l'arrêté préfectoral n°2024/034 portant ouverture d'une procédure de participation du public par voie électronique dans le cadre de la création de l'opération d'aménagement « Savigny »,

Vu le dossier de création de l'opération d'aménagement ci-annexée et notamment le périmètre d'intervention, le programme global prévisionnel qui figurent en annexes de ce dossier de création de l'opération d'aménagement « Savigny »,

Vu le projet de traité de concession ci-annexé et notamment le périmètre, le plan masse, le programme global prévisionnel et le bilan financier prévisionnel qui figurent en annexe de ce projet de traité de concession,

Considérant que le projet urbain défini dans le PLU d'Aulnay-sous-Bois approuvé en 2015 exprime clairement la volonté de mettre en œuvre un projet urbain ambitieux permettant de résoudre les dysfonctionnements urbains et qui améliorent le cadre de vie et l'environnement urbain et de créer des liens urbains forts entre quartiers.

Considérant qu'il est souhaité l'émergence d'un projet cohérent sur l'ensemble du secteur NPNRU qui fait l'objet d'une convention avec l'ANRU signée le 21 mars 2023.

Considérant le programme, le périmètre, de l'opération d'aménagement « Savigny »,

Considérant l'offre formulée par la SPL Séquano Grand Paris pour la réalisation de l'opération d'aménagement « Savigny » d'Aulnay-sous-Bois,

Considérant que les analyses et échanges entre l'EPT Paris Terres d'Envol et la SPL Séquano Grand Paris ont permis d'aboutir à un projet de traité de concession d'aménagement pour la réalisation de l'opération d'aménagement « Savigny ».

Après en avoir délibéré

- **Approuve** les termes du traité de concession d'aménagement et ses annexes, ayant pour objet la réalisation de l'opération d'aménagement dite « Savigny » à Aulnay-sous-Bois.
- **Attribue** la concession d'aménagement de l'opération « Savigny » d'Aulnay sous-Bois à la SPL Séquano Grand Paris sur la base de son offre finale.
- **Approuve** spécifiquement les objectifs, la programmation prévisionnelle, le périmètre d'intervention, et le bilan financier prévisionnel du projet de traité de concession d'aménagement tels qu'annexés.
- **Autorise** le Président à signer le traité de concession d'aménagement de l'opération d'aménagement Savigny à Aulnay-sous-Bois avec la SPL Séquano Grand Paris, et tout document futur relatif à sa bonne application.
- **Délègue** l'exercice du droit de préemption urbain au cas par cas à la SPL Séquano Grand Paris dans le périmètre et pour les besoins du traité de concession à compter de la prise d'effet du traité de concession.
- **Délègue** l'exercice du droit d'expropriation à la SPL Séquano Grand Paris dans le périmètre et pour les besoins de l'exécution du traité de concession.
- **Décide** du transfert de la procédure d'expropriation menée par la SEM Séquano dans le cadre de l'opération d'aménagement « Les Chemins de Mitry-Princet » à la SPL Séquano Grand Paris.
- **Autorise** le Président à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.
- **Dit** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol dans un délai de deux mois à compter de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de cet affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration.

Adopte à l'unanimité

(66 voix pour, 1 abstention : Rachid Belouchat,
5 NPPV : Bruno Beschizza, Stéphane Blanchet,
Quentin Gesell, Olivier Guyon, Séverine Maroun)



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20241216-159-16-12-2024-DE
Date de télétransmission : 31/12/2024
Date de réception préfecture : 31/12/2024

Le Président
Bruno BESCHIZZA